

Vaste opération policière à Hongkong contre l'opposition prodémocratie

mercredi 6 janvier 2021 (Date de rédaction antérieure : 6 janvier 2021).

Les arrestations de dizaines de personnes dans le cadre de la récente loi de sécurité nationale seraient liées aux primaires organisées par l'opposition l'été 2020.

Cinquante-trois figures de l'opposition prodémocratie ont été arrêtées, mercredi 6 janvier, à Hongkong, au nom de la récente loi sur la sécurité nationale, lors de la plus importante opération policière menée en vertu de ce texte drastique imposé par Pékin.

Les autorités chinoises ont engagé en 2020 une reprise en main musclée de l'ex-colonie britannique, un an après une mobilisation populaire sans précédent dans ce territoire semi-autonome depuis sa rétrocession, en 1997. Ces interpellations, dont beaucoup sont liées aux primaires organisées par l'opposition cet été, en sont une nouvelle illustration.

Le ministre de la sécurité hongkongais, John Lee, a qualifié ces arrestations de « nécessaires », expliquant qu'elles visaient un groupe de personnes ayant cherché à « noyer Hongkong dans les abysses ».

Le gouvernement chinois a aussi défendu l'opération. La porte-parole du ministère des affaires étrangères, Hua Chunying, a assuré que ce qui était menacé, ce n'était que « la liberté de certaines forces extérieures et individus à Hongkong, qui s'associent les uns aux autres pour tenter de saper la stabilité et la sécurité de la Chine ».

Condamnations européenne et américaine

L'opération a visé des anciens parlementaires prodémocratie, comme James To, Andrew Wan et Lam Cheuk Ting, mais aussi des militants plus jeunes. Parmi ces derniers, deux ont confirmé leur propre arrestation sur Facebook : Gwyneth Ho, une ex-journaliste de 30 ans passée dans le militantisme, et Tiffany Yuen, une conseillère de district de 27 ans.

Des proches de Joshua Wong, l'un des visages les plus connus de la mouvance prodémocratie, actuellement incarcéré, ont affirmé sur son compte Facebook que son domicile avait été perquisitionné.

Ces arrestations ont été condamnées par Antony Blinken, qui a été choisi par le président élu américain, Joe Biden, pour être le futur chef de la diplomatie des Etats-Unis. « Les arrestations massives de manifestants prodémocratie sont une attaque contre ceux qui défendent courageusement les droits universels », a écrit M. Blinken sur son compte

Twitter. « L'administration Biden-Harris se tiendra aux côtés du peuple de Hongkong et contre la répression de la démocratie par Pékin », a-t-il ajouté.

L'Union européenne, elle, a réclamé mercredi la « libération immédiate » des 53 figures de l'opposition prodémocratie arrêtées et étudie de nouvelles sanctions contre les autorités du territoire, a annoncé le porte-parole du chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell. L'unanimité des Etats-membres est nécessaire pour l'adoption de telles mesures.

« **Grave provocation** » et « **subversion** »

Des personnalités prodémocratie ont déclaré que ces interpellations étaient liées aux primaires organisées en juillet 2020 par l'opposition avant les législatives qui étaient prévues en septembre. Ces élections, au cours desquelles l'opposition entendait capitaliser sur la popularité de la mobilisation de 2019, ont été reportées d'un an par le gouvernement au prétexte de l'épidémie de Covid-19. Le but des primaires, auxquelles plus de 600 000 Hongkongais ont participé, était d'éviter un éparpillement des votes de l'opposition et de désigner les trente-cinq candidats qui brigueraient ceux des sièges du Conseil législatif (LegCo, le Parlement local) qui sont attribués au suffrage universel ; les autres le sont selon un système alambiqué qui garantit presque à coup sûr la majorité au bloc pro-Pékin.

L'opposition espérait rafler les trente-cinq sièges en question, et être ainsi pour la première fois majoritaire dans la législature. La Chine avait présenté ces primaires comme une « grave provocation » et affirmé que faire campagne pour prendre le contrôle du Parlement pouvait relever de la « subversion », au nom de la loi sur la sécurité nationale qui était entrée en vigueur le 30 juin 2020.

Arrestation en direct

Ng Kin-wai, un conseiller de district, a retransmis en direct sur Facebook l'arrivée de la police à son domicile. « Je vous arrête pour subversion », lui dit un policier. « Vous avez participé à une élection primaire (...) en 2020 pour élire trente-cinq personnes ou plus au Conseil législatif. » L'agent ajoute que cette primaire « visait à s'ingérer, perturber ou saper gravement » l'action de l'exécutif et relevait par conséquent de la qualification de subversion.

Robert Chung, membre d'un institut de sondage qui avait participé à l'organisation des primaires, a également été arrêté mercredi, selon son collègue Chung Kim-wah.

La loi sur la sécurité nationale a été imposée par Pékin, sans discussion au LegCo, pour répondre à la crise politique de 2019, quand Hongkong avait pendant des mois été le théâtre de manifestations quasi quotidiennes, et parfois violentes, contre les ingérences de la Chine.

Les critiques de cette loi la présentent comme le dernier clou sur le cercueil de la semi-autonomie hongkongaise, pourtant théoriquement garantie jusqu'en 2047 dans le cadre du principe « Un pays, deux systèmes » qui avait présidé à la rétrocession.

Rédigé de façon très floue, ce qui renforce selon ses détracteurs son caractère menaçant, le texte s'attaque à quatre types de crimes : la sécession, la subversion, le terrorisme et la collusion avec les forces étrangères. Il prévoit des peines de prison à perpétuité. Les autorités avaient initialement assuré que la loi ne viserait qu'une « extrême minorité ». Mais elle a très vite été invoquée pour étouffer la dissidence et criminaliser l'expression de certaines opinions politiques.